Dévoiler la vérité

Partage international n° 206 – Octobre 2005

Interview de Robert Fisk

par Andrea Bistrich

Robert Fisk est un éminent journaliste britannique dont les reportages en profondeur sur le Moyen-Orient constituent depuis des années un contrepoids plus que nécessaire aux positions officielles [britannique et américaine].

Depuis de longues années correspondant de The Independent *pour le Moyen-Orient, il a longtemps résidé à Bagdad. Il a couvert la révolution iranienne, la guerre Iran-Irak, la Guerre du Golfe et le conflit en Algérie. Il fut l'un des deux journalistes résidents à Beyrouth durant la guerre civile libanaise, à une époque où les prises d'otages étaient monnaie courante, une guerre dont il a publié l'histoire sous le titre* Pity The Nation *(Pitié pour la nation). Il a couvert l'attaque lancée contre l'Afghanistan dans la foulée du 11 Septembre, et décrit par le menu la façon dont il fut délivré de réfugiés afghans révoltés. Il a reçu le prix du British International Journalist of the Year et de l'Amnesty International UK Press (Prix de la section britannique d'Amnesty international) pour ses reportages sur l'Algérie (1998) et ses articles sur les bombardements par l'Otan de la République fédérale de Yougoslavie (2000). Son dernier livre,* The Great War for Civilisation : The Conquest of the Middle East *(La Grande Guerre pour la civilisation : conquête du Moyen-Orient [(1)], paraîtra en octobre 2005.* « Le travail d'un journaliste, c'est d'être un témoin de l'Histoire, *dit-il*. Nous ne sommes pas ici pour nous apitoyer sur nous-mêmes [Allusion aux nombreux courriels américains et aux menaces de mort que lui ont valu ses reportages critiques sur la politique israélienne et américaine au Moyen-Orient]. Nous sommes ici pour essayer de nous approcher autant que faire se peut de la vérité, dans un monde imparfait, et de la dévoiler. »

Andrea Bistrich s'est entretenu avec lui, à Beyrouth, pour Partage international.

Partage international : *Vous avez passé l'essentiel de votre carrière de journaliste au Moyen-Orient. Pourquoi avez-vous choisi de vivre et de travailler dans cette zone de tous les dangers ?*

Robert Fisk : C'est en 1976 que *The Times*, dont j'étais le correspondant au Portugal, m'a offert ce poste. La guerre civile au Liban avait éclaté depuis près d'un an. J'avais alors 29 ans, et ce poste de correspondant permanent pour le Moyen-Orient était une grande opportunité. J'y suis donc venu, et j'y suis resté.

PI. *Vous auriez pu partir deux ou trois ans après, mais vous êtes resté. Pourquoi ?*

RF. Le journal ne voulait pas que je parte ; ils aimaient mes reportages et, pour ma part, moi non plus – l'affaire était trop importante. Je regardais se dérouler cette immense tragédie historique dont je voulais sans cesse connaître le « chapitre suivant ». C'était un peu comme quand on lit un livre tard le soir : juste encore un chapitre avant d'aller se coucher, un autre au lit, puis quelques pages encore – et finalement, l'aube commence à filtrer à travers les rideaux. C'est cela, le Moyen-Orient.

PI. *C'est aujourd'hui l'Irak qui est l'endroit le plus dangereux de la région. Il s'y produit chaque jour de nouvelles explosions, de nouveaux assassinats. Et pour quoi ? Si ce n'est pas pour les armes de destruction massive que cette guerre a été engagée (on sait maintenant qu'elles n'existaient pas), ni pour la relation supposée entre Saddam Hussein et Al Qaïda. Alors, pour quel motif ?*

RF. L'invasion était illégale, cela ne fait aucun doute. Kofi Annan l'a lui-même déclaré. Ce fut une guerre totalement malhonnête menée pour des motifs fallacieux. Les vraies raisons apparaissent de plus en plus clairement. C'est un désastre pour le peuple irakien, et [pour la justifier] nous en sommes réduits à dire que Saddam était pire. Si on l'accuse d'avoir multiplié les charniers, il faut le comparer avec ce que nous sommes en train de faire : les assassinats aux points de contrôle, par exemple, ou les sévices sexuels à Abu Ghraib.

Si l'on se sert sans arrêt de quelqu'un comme Saddam – qui était cruel, grotesque, un mélange insensé de Donald Duck et de Don Corleone [maffioso] – si l'on se compare sans cesse à ce genre de personnage, alors la honte de la prison d'Abu Ghraib telle qu'elle fonctionnait sous son règne deviendra inévitablement la nôtre également. Et c'est ce qui s'est passé. Chose intéressante, les fameuses photos ont scandalisé le monde entier, mais pas les Irakiens, pour qui c'était un comportement normal de la part des Américains.

Ce que je dis sur l'Irak ? Si quelqu'un affirme que les Etats-Unis n'y sont pas allés pour le pétrole, qu'il réponde à la question : seraient-ils là si la principale exportation du pays étaient les asperges ? Non, bien sûr. Si l'Amérique et ses amis sont venus, c'est pour deux raisons : en premier lieu, bien sûr, pour le pétrole.

Quant à la seconde raison, j'en ai pris conscience un jour où j'étais assis le long de l'autoroute 8, en Irak. Un collaborateur de la Croix-Rouge avait été tué dans un véhicule de son organisation, et j'essayais de trouver des témoins. J'étais en train de parler avec une famille irakienne quand, soudain, le sol s'est mis à trembler. Je me retournais, et vis des convois américains massifs. Des heures durant se sont succédés des chars, des véhicules de combat, une interminable colonne de camions, de soldats, de jeeps, en route pour occuper la zone désolée du Tigre et de l'Euphrate.

La question sur les véritables raisons de la guerre m'est alors revenue en force. Je me suis aperçu qu'il y a 2 000 ans, un peu plus à l'ouest, les légions romaines avaient fait la même chose.

L'une des raisons pour lesquelles nous avons envahi l'Irak – par « nous », j'entends la Grande-Bretagne et les Etats-Unis (en fait, ces derniers, soyons honnêtes) – c'est tout simplement le besoin physique, viscéral, de projeter une puissance massive. *« Nous pouvons aller à Bagdad, nous irons à Bagdad ! Nous pouvons faire sauter des régimes sur la terre de Sumer – nous le ferons, nous le pouvons ! »* C'est ça, l'impérialisme : nous pouvons le faire, donc nous le ferons ! C'est ça, l'expansionnisme.

Regardez les bases américaines installées dans le monde : Islande, Grande-Bretagne, Allemagne, Yougoslavie, Grèce, Turquie, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Arabie saoudite, Qatar, Oman, Yémen maintenant, l'Algérie. Il y a des troupes spéciales en Egypte. Ils ont essayé en Somalie, mais ce fut un échec ; au Liban en 1983, échec là aussi. Mais ils sont partout ailleurs. Quel sera le prochain pays ? L'Iran ? L'Ouzbékistan ? Le Turkménistan ? Et qu'est-ce qu'il y a, de l'autre côté du globe ? La Chine !

PI. *Fallait-il payer un tel prix pour renverser le dictateur irakien ?*

RF. La résolution 1559 de l'Onu appelant la Syrie à se retirer du Liban a effectivement mis fin à la présence syrienne au Liban. Pas encore complètement, mais elle l'a très fortement entamée. N'aurait-il pas été possible de voter une résolution qui nous débarrasse du parti Baas et de Saddam ? Il y aurait certainement eu d'autres façons d'y parvenir, de faire pression pour le forcer à partir.

Mais nous, nous n'aurions pas eu ce que nous voulions. N'avions-nous pas dit que nous voulions leur apporter la démocratie ? *« Ohé ! Nous avons la démocratie pour vous ! »* Mais ce que les Irakiens veulent, eux, c'est l'électricité. L'administrateur américain P. Bremer avait déclaré que l'Irak n'était pas prêt, qu'il lui fallait une constitution écrite par les Nations unies.

PI. *Récemment, le ministre irakien de la Justice, Adel Hussein Shandal, a accusé l'Amérique de cacher des informations sur Saddam Hussein, qui pourraient porter préjudice à de nombreux pays. Il a parlé de « nombreux secrets » que les Etats-Unis voudraient cacher.*

RF. L'une des raisons pour lesquelles les Américains ne veulent pas vraiment un procès, et certainement pour lesquelles ils ont essayé de tenir secrète la première audition, c'est qu'ils craignent que Saddam ne s'étende un peu trop longuement sur les bonnes relations qu'il a longtemps eues avec eux. C'est pourquoi il faut l'empêcher de parler. Je présume qu'au cours du procès, il y aura des séances à huis clos.

PI. *Selon une déclaration officielle, Saddam et un certain nombre d'anciens responsables du régime Baas passeraient en procès devant une cour spéciale irakienne en 2006.*

RF. En 2003, on nous avait dit que Saddam serait jugé sitôt pris. Il a été pris, mais il n'y a pas eu de procès. Au moment de sa capture en 2003, on nous avait promis un procès dans les six mois. Rien. Puis pour le début de l'année (2005). Toujours rien. Maintenant, ça serait pour dans « deux mois ». Je vous garantis que, cette fois encore, il ne se passera rien. Tout ça, c'est pour amuser la galerie.

Je soumets à Robert Fisk notre information selon laquelle le supposé Saddam serait en fait un sosie, le vrai Saddam ayant été, selon B. Creme, tué dans les premiers jours de l'attaque contre Bagdad. Il n'est pas de cet avis. Puis il se livre à quelques commentaires sur la tactique américaine qui a si lamentablement échoué, au point d'avoir conduit à l'insurrection qui ravage le pays.

PI. *Que va-t-il se passer, pour Saddam ? Les Américains ne peuvent pas le cacher indéfiniment.*

RF. Ce n'est guère plus qu'un fantôme, maintenant. Juste un homme qui détient des secrets. Avez-vous lu *La Ferme des Animaux,* de George Orwell. *« Vous ne voulez pas que M. Jones revienne, n'est-ce-pas ? » « Non, non »,* répondent les cochons, qui se mettent tous à courir dans tous les sens. *« Vous rappelez-*

vous M. Jones ? » C'est ce qui se passe en Irak, maintenant. *« Vous rappelez-vous Saddam ? » « Bah, bah !* » C'est ce qu'on suppose que les Irakiens disent, aujourd'hui, *« bah, bah !* » Mais ce n'est pas le cas.

Les Américains se sont trompés, avec Saddam. Ils ont cru que sa capture mettrait fin à l'insurrection. C'était leur priorité.

Des Irakiens m'ont dit : *« Nous voulons nous joindre à l'insurrection, mais nous ne le ferons pas, parce que si elle réussit, Saddam pourrait revenir au pouvoir. Mais si eux [les Américains] le capturent, nous les combattrons. »* Et c'est ainsi que cette capture a allumé le feu de la révolte. Ce fut tout le contraire de ce qu'escomptait Paul Bremer. A partir du moment où il s'est levé pour dire : *« Mesdames et Messieurs, nous l'avons ! »*, l'insurrection avait cessé d'être maîtrisable.

PI. *Selon un récent article de la BBC, des plans de retrait de milliers de soldats américains et britanniques d'ici le printemps 2006 seraient déjà dans les cartons. Les effectifs du Royaume Uni seraient ainsi ramenés de 8 500 à 3 000, ceux des Etats-Unis de 176 000 à 66 000. Ces plans, s'ils existent, vous paraissent-ils réalistes ?*

RF. Ils ne le feront pas. Les Américains doivent quitter l'Irak, ils veulent le faire – mais ils ne le peuvent pas. Telle est l'équation qui transforme le sable en sang. Ils croient que leur départ entraînerait une guerre civile, mais il n'y a pas de risque. Le pays n'a jamais connu ce genre de conflit.

La meilleure chose qui pourrait se produire, aujourd'hui, c'est que si le gouvernement irakien demande officiellement le départ du dernier soldat américain d'ici le 24 août (par exemple), il obtiendrait sans aucun doute le soutien des insurgés. Mais il n'est pas en mesure de formuler une telle exigence parce qu'il dépend totalement des Américains, qu'il doit vivre sous leur protection dans la Zone Verte.

PI. *Quels seraient les premières mesures à prendre pour établir la paix et la démocratie en Irak ?*

RF. Partir d'Irak. Nous continuons à dire que les Arabes ne veulent pas vraiment de démocraties, qu'ils ne veulent pas vraiment de libertés, qu'ils aimeraient juste bénéficier d'un peu de l'éclat, de la splendeur de notre démocratie, être libérés de la police secrète et des dictateurs (que nous avons pour une grande part contribué à installer).

Mais ils aimeraient aussi être libérés de nous. Et ils veulent la justice, qui est parfois plus importante que la « démocratie ». L'ensemble du Moyen-Orient est saturé d'injustices – passées et présentes – que nous avons souvent créées nous-mêmes.

Dire, comme G. Bush, que *« A. Sharon est un homme de paix »,* ou que *« les colonies devraient pouvoir rester définitivement sur la Cisjordanie »,* c'est perpétuer ces injustices. On le voit tous les matins quand on met la radio.

PI. *La paix est-elle réellement possible au Proche Orient ?*

RF. Il faudrait une partie véritablement neutre pour apporter la paix au Proche Orient. Ce que les Américains ne sont en aucun cas. Les superpuissances ne peuvent garantir la paix, et elles ne peuvent l'imposer sans conquérir d'abord la région entière.

Un des problèmes, dans le cas de la Palestine, c'est que nous avons atteint un stade où la plupart des Palestiniens ont accepté la partition de celle-ci et sont prêts à vivre dans 22 % de ce territoire, ainsi que l'ont établi les Accords d'Oslo de 1993. Mais chacune des étapes de ces Accords ont été violées par Israël, qui a introduit toutes sortes de changements.

Aujourd'hui, les Palestiniens n'ont même plus les 22 %, et tant de sang s'est déversé dans le fleuve que je crois que la plupart d'entre eux ne se contenteront plus de ces 22 %. Ils veulent désormais que l'ensemble de la Palestine leur soit rendue. On se retrouve donc au même point qu'au lendemain de 1948.

La manière dont Les Etats-Unis ont conduit le processus de paix au Moyen-Orient a été lamentable, lâche et poussive, parce qu'elle n'a pas été impartiale. Ce sont les Israéliens qui établissent l'agenda, les Américains les soutiennent, tout en enjoignant les Palestiniens de mettre fin au terrorisme. Et quand ceux-ci font observer : *« Regardez, ils viennent de construire une nouvelle colonie, c'est contraire à la feuille de route, vous aviez dit qu'ils ne pourraient pas le faire »,* les Américains répondent que c'est aux parties concernées de régler cette question entre elles. Et nous savons tous ce que sont ces « parties » – l'une, très puissante, qui dispose de l'arme nucléaire, l'autre, minuscule, dont une grande partie vit en exil.

Il faut revenir à la partition de la Palestine ; revenir à la partition et fermer les colonies. La Cisjordanie ne doit pas et ne peut pas appartenir à Israël. Ce pays veut continuer à y construire d'autres implantations – c'est pourquoi il a évacué Gaza.

PI. *Pourriez-vous dire quelques mots de votre nouveau livre,* The Great War for Civilisation : The Conquest of the Middle East ?

RF. C'est un livre contre l'histoire telle qu'elle nous

est présentée par nos dirigeants et nos intellectuels. J'y appelle à la désobéissance civile, à ne plus accepter ce qu'on nous dit de faire. C'est aussi l'épopée du siècle dernier au Moyen-Orient, qui inclut, de plus, un compte rendu de première main des tueries et des guerres. Je l'ai construit principalement à partir de ce que j'ai vu de la guerre Iran-Irak, du conflit israélo-palestinien, de l'Afghanistan, de la guerre d'Algérie, du Liban, etc. J'essaie de voir s'il est possible de décrocher de cette histoire tragique – s'il est possible de dire : ça suffit ! La Déclaration Balfour (1917), l'Accord Sykes-Picot (1916), le traité de Sèvres (1920), les promesses faites aux Arabes… repartons à zéro ! Nous, en Occident, nous pouvons dire : OK, 1945 – ce fut un nouveau départ. Nous avons mis en chantier une Europe nouvelle – et nous avons une Europe nouvelle. On est véritablement passé à autre chose. Mais ce n'est pas possible au Moyen-Orient, parce que les Palestiniens qui vivaient dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila vivotent maintenant dans les bidonvilles de leurs propres camps de réfugiés comme résultat direct de la Déclaration Balfour. Pour eux, c'est comme si Lord Balfour avait fait sa déclaration la nuit dernière, ce matin, il y a une heure – ils la vivent. C'est une des raisons pour lesquelles nous ne pouvons comprendre les Arabes et les Israéliens, nous mettre à leur place. Beaucoup d'Israéliens ressentent l'Holocauste juif comme s'il avait eu lieu hier ; de même que les Arméniens pour le leur.

Ce livre n'est pas chronologique, il va et vient dans le temps. Après un chapitre consacré à ma rencontre avec Oussama ben Laden en Afghanistan, je remonte à l'invasion russe, puis, je passe à la guerre Iran-Irak. Les trois chapitres sur cette guerre se terminent sur le récit de l'exécution de « déserteurs » irakiens, en particulier sur le témoignage d'un caméraman de l'armée irakienne. Les soldats étaient attachés, et réclamaient en pleurant leurs femmes et leurs enfants. Puis, je parle de mon père durant la première Guerre mondiale où, en 1918 sur la Somme, il refusa d'exécuter un soldat australien. La guerre terminée, la cour martiale le condamna à transporter les cadavres du Front occidental dans les différents cimetières militaires. Le soldat australien fut exécuté pour avoir tué un membre de la police militaire à Paris, mais par quelqu'un d'autre. Il avait 19 ans, comme mon père.

PI. *D'où vient le titre de cet ouvrage ?*

RF. A la mort de mon père en 1992 (à 93 ans), j'ai hérité de sa médaille pour la campagne de la première Guerre mondiale. Au verso figurait l'inscription : *« La Grande Guerre pour la Civilisation. »* Et dans les 17 mois qui suivirent le conflit, les vainqueurs dessinèrent la carte de l'Irlande du Nord, de la Yougoslavie et de la plus grande partie du Moyen-Orient. J'ai passé toute ma carrière dans ces pays, à observer les habitants enfermés dans leurs frontières incandescentes. C'est la guerre de mon père qui est à l'origine de ce gâchis tragique.

Irak **Auteur** : Andrea Bistrich, collaboratrice de Share International résidant à Oberhachung (Allemagne).
Thématiques : politique
Rubrique : Entretien